



Quelle place pour l'Europe dans la relation Chine / Etats-Unis ?

**Mémoire de géopolitique
du chef d'escadron David CRUZILLE
dans le cadre du séminaire
« Les Etats-Unis »**

Directeur : Général Vincent DESPORTES

Avril 2005

QUELLE PLACE POUR L'EUROPE DANS LA RELATION CHINE / ETATS-UNIS ?

SOMMAIRE

PREMIÈRE PARTIE :

POSITION GEOSTRATEGIQUE DES ETATS-UNIS PAR RAPPORT A LA CHINE

La volonté de s'opposer à l'émergence de toute puissance concurrente

Une forte implication américaine en Asie du sud-est

Des rapports avec la Chine soumis aux intérêts économiques

DEUXIÈME PARTIE:

LA CHINE : FUTURE RIVALE, VOIRE ENNEMIE DES ETATS-UNIS ?

Poids et objectif affiché de la Chine

Evolution politique possible de la Chine

Comment les Etats-Unis considèrent la Chine

TROISIEME PARTIE:

LA PLACE DE L'EUROPE DANS LA RELATION CHINE / ETATS-UNIS :

CONSTAT ET PROPOSITIONS

Difficulté pour l'Europe de se positionner comme partenaire officiel de la Chine

Une place de l'Europe liée à la fluctuation des relations sino-américaines

Propositions pour une affirmation de l'Europe dans la relation Etats-Unis / Chine

INTRODUCTION

Warren Christopher, alors secrétaire d'état du président Clinton, a déclaré en 1994 : « Notre relation avec la Chine est importante pour tous les américains. La Chine possède la plus grande armée du monde, un arsenal nucléaire et, ce qui n'est pas négligeable, un veto au Conseil de sécurité. Les Etats-Unis et la Chine partagent un intérêt impératif dans une Asie stable et sûre et une péninsule coréenne sans armes nucléaires (...) La Chine est la troisième puissance économique du monde, et une économie qui connaît la croissance la plus rapide »

Alors qu'en ce début de 21^{ème} siècle, de nombreux analystes considèrent plus que jamais la Chine comme une puissance majeure des prochaines décennies, les relations entre ce pays et les Etats-Unis, puissance dominante sans concurrence et soucieuse de conserver sa position, posent le problème déterminant de l'évolution des relations entre ces deux entités. Et alors que l'Europe s'efforce d'affirmer son identité, de consolider sa construction et de parler d'une seule voix sur la scène internationale, il est particulièrement intéressant d'étudier quelle pourrait être la place de l'Europe dans les relations entre les Etats-Unis et la Chine.

L'Europe semble avoir plus à perdre qu'à gagner dans l'évolution des relations Etats-Unis Chine. Son rôle potentiel est pour l'instant limité dans le cadre d'un durcissement des relations Etats-Unis Chine alors qu'une alliance entre ces deux pays pourrait amener les Américains à se détourner de l'Europe sans qu'ils consentent pour autant à laisser s'affirmer la puissance européenne. C'est certainement dans le développement de la relation avec la Chine que l'Europe pourra jouer un rôle important dans la relation Etats-Unis / Chine. C'est pourquoi les pays membres de l'Union Européenne devraient dépasser leurs seuls intérêts nationaux qui les poussent à favoriser des relations bilatérales avec la Chine afin de donner à la relation UE / Chine un caractère vraiment institutionnel susceptible de placer l'Europe comme un troisième interlocuteur en mesure de défendre ses intérêts et le cas échéant de jouer un rôle d'apaisement en Asie du Sud-Est.

L'actuelle domination des Etats-Unis est un phénomène destiné à durer car outre leur puissance économique, militaire et culturelle, les Américains disposent surtout de la volonté de faire perdurer cette domination avec une approche stratégique mondiale qui les conduit à s'impliquer activement, entre autres, en Asie du sud-est. Néanmoins, les relations

entre Chinois et Américains, naturellement compliquées par les différences culturelles et politiques, sont directement motivées par les intérêts économiques suscités par le développement rapide de la Chine et son rôle incontournable dans la région : globalement, la Chine est un facteur d'inquiétude, pas toujours rationnel, pour les Américains. Quant à l'Europe, la Chine s'intéresse à elle plutôt en fonction de la qualité de ses relations du moment avec les Etats-Unis et sa place dans les relations entre les deux grands pays apparaît à priori limitée.

I. POSITION GEOSTRATEGIQUE DES ETATS-UNIS PAR RAPPORT A LA CHINE:

1.1. La volonté de s'opposer à l'émergence de toute puissance concurrente

Devenus seule puissance mondiale après l'effondrement de l'URSS, les Etats-Unis se sont très vite donnés pour objectif de conserver ce statut en s'opposant à l'émergence de toute puissance concurrente.

Ainsi, dès 1992, il est presque officiellement prévu d'empêcher l'émergence de toute puissance rivale. En effet, dans le projet de la Defense Planning Guidance, publiée tous les deux ans par le Pentagone, il est stipulé que la mission politique et militaire des Etats-Unis sera dorénavant d'empêcher l'émergence de toute superpuissance rivale et de « convaincre les concurrents potentiels qu'ils n'ont pas besoin d'aspirer à un plus grand rôle ou de poursuivre une posture plus agressive pour protéger leurs intérêts légitimes. C'est pourquoi les Etats-Unis devraient disposer d'une posture telle qu'elle leur permette d'agir indépendamment quand il n'est pas possible d'orchestrer une action internationale coordonnée ». Cette affirmation sans équivoque selon laquelle les Etats-Unis auront pour objectif de prévenir l'émergence de toute puissance rivale ne sera pas retenue dans le texte définitif de la Defense Planning Guidance mais la volonté des Américains de préserver leur domination sur le monde, ne serait-ce que pour simplifier la prise de décision politico-stratégique, semble déjà clairement influencer la politique des Etats-Unis.

De plus, si l'on se réfère à l'ouvrage de Brzezinski, conseiller du président Carter de 1977 à 1981, *Le grand échiquier*¹, publié en 1997, cette théorie est clairement exprimée et posée comme guide à la politique étrangère américaine.

Brzezinski considère en effet que l'Eurasie est l'échiquier sur lequel se déroule la lutte pour la primauté mondiale. En plus de la Russie, deux régions retiennent particulièrement son attention : l'Europe, siège de pays économiquement forts en cours de rapprochement, et l'Asie qui devient un foyer dynamique de croissance économique, de plus en plus influent politiquement. Brzezinski considère que les Etats-Unis doivent utiliser toute leur influence en Eurasie pour créer un équilibre durable sur le continent, c'est-à-dire en empêchant tout pays d'y acquérir la suprématie, et y jouer un rôle politique d'arbitre.

¹ BRZEZINSKI Zbigniew, *Le grand échiquier* : l'Amérique et le reste du monde, Paris ; Bayard Editions, 1997.

1.2. Une forte implication américaine en Asie du sud-est

1.2.1. Un intérêt ancien pour la zone Asie-Pacifique

Le positionnement géographique des Etats-Unis les pousse naturellement à s'intéresser aussi bien à la zone Atlantique qu'à la zone Pacifique. Ainsi, il faut noter que cet intérêt pour la zone Pacifique s'est manifesté dès la moitié du 19^{ème} siècle : en 1854, le commodore Perry somme le Japon de s'ouvrir aux échanges, la marine américaine intervient en Chine en 1859 et en Corée en 1871 et les Américains participent à la politique impériale des Européens à l'égard de la Chine qui se traduit par l'obtention de traités défavorables à la Chine.

Cet intérêt est également illustré par une présence militaire importante depuis la fin de la deuxième guerre mondiale avec l'installation de nombreuses bases et le déploiement de forces importantes tout particulièrement destinées à garantir la sécurité du nouvel allié japonais. En 2004, le volume des forces américaines déployées dans la zone était d'environ 100 000 hommes principalement répartis entre le Japon (42 000 h), la Corée du Sud (37 000 hommes) et la 7^{ème} flotte (13 000 h)

Surtout, cette implication des Etats-Unis dans la région, au travers de la lutte contre l'expansion communiste, s'est traduite par une implication directe dans deux conflits, la guerre de Corée et la guerre du Vietnam.

Il apparaît clairement que le rôle joué par les Etats-Unis est garant de la stabilité de la région. Ainsi, alors que la fin de la guerre froide en Europe a permis aux Etats-Unis d'alléger fortement leur dispositif militaire en Europe occidentale (à peu près réduit de 50%), en Asie, l'allègement du dispositif américain a été beaucoup plus faible (de 135 000 hommes en 1989 à 97 000 en 1999) car les tensions potentielles de la région restent importantes.

1.2.2. Les problèmes potentiels de stabilité de l'Asie du sud-est

Si l'on pense naturellement à TAIÏWAN comme source de tension, le champ de situations conflictuelles est beaucoup plus vaste. Ainsi, « au début des années 1990, l'Asie fait parfois penser à l'Europe d'avant la Première Guerre mondiale : un continent en expansion mais aussi un champ potentiel de confrontations. Plusieurs Etats aspirent à y jouer un rôle dominant. Les rivalités qui y opposent la Chine, le Japon et la Russie, le mystère que la Corée du Nord entretient sur ses ambitions nucléaires,..., les querelles qui y couvent à propos de la situation en Corée, de Taiwan, du Cambodge, des Kouriles, des Paracels, des Sensakus et des Spratly, sont autant de sources de conflits potentiels. »²

Mais le problème majeur de l'Asie du sud-est, c'est qu'aux nombreuses sources conflictuelles s'ajoute l'absence de dialogue multilatéral consistant ou d'organisation de sécurité qui aggrave la situation.

Les Etats-Unis apparaissent ainsi comme le pilier de la stabilité régionale à travers l'intensité de leurs relations bilatérales dans la région. « La priorité des pays de la région est donnée à l'intérêt national, au détriment de l'intérêt général et de la stabilité de l'Asie et du monde...l'équilibre régional repose sur une présence américaine active »³

Mais en plus du rôle de stabilisation régionale, l'implication américaine sert de contrepoids à la Chine et rassure les alliés des Etats-Unis comme Taiwan, les Philippines ou la Thaïlande.

Le développement des menaces terroristes récentes, particulièrement la menace islamiste aux Philippines et en Indonésie ont contribué à renforcer récemment l'intérêt des Etats-Unis pour la région.

1.2.3. Un intérêt actuellement très marqué pour la région

Enfin, l'importance du marché économique représenté par l'ouverture en cours du marché chinois et l'inquiétude que peut susciter le développement vertigineux de la Chine viennent compléter l'ensemble des raisons qui placent la zone Asie-Pacifique au coeur des préoccupations américaines.

² MELANDRI Pierre, VAISSE Justin, *L'empire du milieu : les Etats-Unis et le monde depuis la fin de la guerre froide*, Paris ; Odile Jacob, 2001, pp.80-81.

³ Op. cit., p.424.

La volonté américaine qui en découle d'être associée, voire d'imposer ses vues dans la gestion des affaires régionales est par exemple illustrée par l'insistance couronnée de succès des Américains pour faire partie de l'APEC (Asia Pacific Economic Community) créée en 1989 alors que certains états fondateurs y étaient initialement opposés.

1.3. Des rapports avec la Chine soumis aux intérêts économiques

1.3.1. Des relations initialement motivées par l'opposition entre les Etats-Unis et l'URSS

Les relations entre les Etats-Unis et la Chine se détériorent rapidement peu après 1949, principalement à cause de l'engagement direct chinois dans la guerre de Corée et à cause du soutien chinois au Vietminh pendant la guerre du Vietnam. **Il faut attendre la présidence de Nixon en 1969 pour que les Etats-Unis renouent leurs relations avec la Chine, sachant que la principale motivation des américains pour cette évolution est de renforcer leur position face à l'URSS.** En 1978, sous la présidence Carter, ce sont les relations diplomatiques qui sont rétablies avec la Chine. Rapidement, la modernisation économique comme l'ascension prévisible de la Chine sur la scène régionale font de la préservation du dialogue un objectif crucial pour les Etats-Unis.

Or, la répression sanglante des manifestations de la place Tiananmen par les autorités chinoises en 1989 vient singulièrement compliquer la position de la présidence américaine. Bush père ne peut ignorer la colère des démocrates et d'une partie des Républicains face à l'attitude de la Chine et se résout à prendre des sanctions : les rencontres entre leaders militaires et les ventes d'armes sont prohibées et une politique restrictive est adoptée en matière de prêts et de contacts à un haut niveau. Mais la position de la Chine, presque 25% de la population mondiale à cette époque, son marché gigantesque convoité par les milieux d'affaires américains, sa capacité à exporter des missiles et des technologies favorisant la prolifération dans le monde entier et sa position d'intermédiaire obligé pour résoudre les crises régionales, font que les Etats-Unis décident d'agir dans le contexte de relation globale avec une grande puissance. **A ce titre, les Américains se concentrent sur leurs intérêts à long terme avec la Chine.** Six mois après Tiananmen, certaines sanctions sont levées et trois satellites de communication sont même vendus aux Chinois.

1.3.2. L'administration CLINTON : la politique de la main tendue

En 1992, Clinton s'oppose fermement à la Chine sur le sujet du respect des droits de l'homme au cours de sa campagne électorale.

Une fois élu, le dilemme est grand pour savoir s'il faut écouter les supporters de l'abrogation de la clause de la MFN (clause de la nation la plus favorisée) qui permet à la Chine d'être traitée comme un partenaire commercial normal en dépit du problème récurrent des droits de l'homme. En effet, le taux annuel de croissance de la Chine est de 12% en 1990. **De plus, son rôle stratégique est renforcé par rapport à l'inquiétude suscitée par les ambitions de la Corée du Nord. Le Chine étant un allié traditionnel de la Corée du Nord, son rôle pourrait s'avérer crucial. Enfin, sa puissance militaire encore modeste n'est pas considérée comme une source d'inquiétude immédiate. Aussi, les intérêts américains à un rapprochement avec la Chine sont ils nombreux.**

Partant du principe que la politique de coopération avec la Chine ne peut plus s'appuyer sur l'endiguement de l'ennemi soviétique qui a disparu, l'administration Clinton lance sa politique d' « engagement » que l'on peut résumer comme une politique de rapprochement avec la Chine. Les obstacles à cette politique sont de trois ordres.

Tout d'abord, le problème des droits de l'homme. Mais après 18 mois de vains efforts de l'administration Clinton pour imposer ses vues sur les droits de l'homme, les Américains font preuve de pragmatisme et donnent la priorité à l'économie.

Le deuxième obstacle concerne le déficit commercial de la Chine dans les échanges entre les deux pays (de l'ordre de 120 milliards de dollars au détriment des Etats-Unis)

Le troisième obstacle est indéniablement l'obstacle majeur : Taiwan. Si cet obstacle n'est pas surmonté, il connaît néanmoins d'importantes évolutions. En 1996, une grave crise éclate à l'approche des élections présidentielles à Taiwan le 3 mars. Les Chinois se lancent dans une manœuvre de gesticulation militaire avec des exercices de débarquement sur leurs côtes face à Taiwan et des tirs de missiles M9 à capacité nucléaire. La mise en alerte et la démonstration de force de la 7^{ème} flotte américaine parviennent à calmer la crise après plusieurs semaines de forte tension.

En revanche, en 1998, suite à la pression constante de la Chine, le président Clinton prononce publiquement les trois « non » qui vont aplanir, sans les supprimer, les différends avec la Chine au sujet de Taiwan. Clinton déclare en effet : « nous ne soutenons pas l'indépendance de Taiwan, ni le concept de deux Chine ou encore d'un Taiwan - une

Chine. Et nous ne croyons pas que Taiwan devrait être membre d'aucune organisation ou le statut d'Etat est exigé »

L'inflexion de la politique chinoise favorise un dégel des relations sino-américaines : la visite officielle de Jiang Zemin aux États-Unis, en novembre 1997 — première visite d'un dirigeant chinois depuis dix-huit ans — est suivie, en juin 1998, de celle de Bill Clinton en Chine. Mais la présidence Clinton se termine sur une dégradation des relations entre les deux pays, Pékin accusant les États-Unis de soutenir le gouvernement taïwanais, Washington accusant la Chine de ne pas respecter les accords militaires et commerciaux conclus et dénonçant les dangereux transferts de technologie que ces accords ont généré (le « rapport Cox », publié en mai 1999, dénonce, par ailleurs, l'ampleur de l'espionnage chinois aux États-Unis). De nombreux désaccords accroissent encore la tension entre les deux pays : la volonté américaine de mettre en place en Asie un dispositif de sécurité qui, outre le Japon et la Corée du Sud, pourrait inclure Taiwan, qui conduit la Chine à riposter en pointant plusieurs centaines de missiles en direction de l'île ; l'échec des discussions sur l'admission de la Chine à l'Organisation mondiale du commerce (OMC), qui frustre les attentes chinoises ; le bombardement accidentel, en mai 1999, de l'ambassade de Chine à Belgrade, pendant la crise du Kosovo, qui est qualifié de « crime de guerre » et provoque de nombreuses manifestations anti-occidentales et une condamnation sévère par la Chine de l'OTAN et des États-Unis.

1.3.3. L'administration BUSH : un phénomène d'oscillations

Les relations entre la Chine et l'administration Bush ont décrit ce que l'on peut appeler un phénomène d'oscillations.

Tout d'abord, ces relations ont connu un refroidissement principalement sur la question du respect des droits de l'homme. En effet, à son arrivée au pouvoir, George W. Bush, comme ses prédécesseurs, Reagan et Bush père, se montre critique à l'égard du régime communiste, affirmant que les désaccords avec Pékin sont nombreux, notamment dans le domaine des droits de l'homme, de la liberté religieuse et de l'évolution de la région Asie-Pacifique. En avril 2001, un avion espion américain, EP-3, est contraint d'atterrir en Chine après une collision avec un avion de chasse chinois. Durant une douzaine de jours, l'équipage américain de 24 personnes est retenu par Pékin qui exige des excuses de

Washington après la disparition du pilote chinois. Au terme d'un véritable bras de fer diplomatique, l'équipage est libéré après que George W. Bush a exprimé des regrets officiels. Quelques jours plus tard, le président américain annonce la volonté américaine de continuer à aider militairement Taiwan, par la vente de bateaux et d'avions de guerre, provoquant une vive réaction de Pékin, où les militaires voient se renforcer leur influence auprès des dirigeants du parti.

Dans un deuxième temps, suite aux attentats du 11 septembre et à la guerre contre le terrorisme lancée par les Américains, un rapprochement s'opère avec la Chine dans le cadre de la lutte contre le terrorisme. Mais le manque de résultats concrets dans cette coopération contre le terrorisme a abouti aujourd'hui à un nouveau refroidissement dans les relations entre les deux pays.

Pourtant le rôle de la Chine dans la région apparaît plus que jamais incontournable. Ainsi, M. Javier Solana a déclaré en mars 2004 : « La Chine a porté une contribution active dans le relâchement des tensions en mer de Chine méridionale et en Asie du Sud, ainsi que dans la recherche de solutions à la question nucléaire coréenne, le renforcement de la coopération avec la Russie et l'Asie centrale à travers l'Organisation de la coopération de Shanghai (OCS) et dans plusieurs missions de maintien de la paix de l'Organisation des Nations Unies (...) l'UE s'engagera, en concert avec la Chine, à promouvoir le multilatéralisme et à jouer un rôle constructif au sein de l'ONU.»

II.

LA CHINE : FUTURE RIVALE, VOIRE ENNEMIE DES ETATS-UNIS ?

2.1. Poids et objectif affiché de la Chine

2.1.1. Au niveau démographique

Pays aujourd'hui le plus peuplé de la planète, la Chine est et restera longtemps avec l'Inde un colosse démographique.

Depuis la proclamation de la République populaire, le pays a connu trois recensements de population : il y avait ainsi 582,6 millions d'habitants en 1953, 1 milliard en 1982 et 1,14 milliards d'habitants en 1990.

En 2004, le pays, avec une population estimée à 1,29 milliards d'habitants (environ 21 p. 100 de la population mondiale), est le plus peuplé de la planète. Depuis le début des années 1970, les autorités chinoises ont lancé une politique de contrôle des naissances, avec pour objectif une stabilisation de la population à 1,2 milliard d'habitants en l'an 2000. Depuis le recensement de 1982, le taux de croissance de la population a ainsi connu une diminution spectaculaire.

La population de la Chine devrait se stabiliser vers 1,45 milliard d'habitants aux environs de 2050⁴. Le poids démographique de la Chine restera néanmoins un facteur durable.

2.1.2. Au niveau économique

Si sa croissance vertigineuse depuis dix ans laisse penser qu'elle pourrait rejoindre en terme de PIB le Japon en 2016, voire les Etats-Unis en 2050⁵, la Chine demeure un pays essentiellement rural et pauvre.

Cette ouverture de la Chine à l'économie mondiale a pris son véritable essor depuis 1992 et le XIV^e Congrès du Parti qui a vu la mise en place d'une « économie socialiste de marché ».

Il convient néanmoins de noter que ce mouvement, quoique modéré, s'est amorcé à a fin des années 70 avec la libéralisation des prix et l'apparition des premières sociétés privées (100 000 en 1978, 17 millions en 1985). En 1980 furent créées les premières ZES (zones

⁴ Conférence de M. Bourcier de Carbon prononcée au Collège Interarmées de Défense le 26 novembre 2004.

économiques spéciales), de type capitaliste et destinées, grâce à l'apport des capitaux étrangers, à produire pour l'exportation. Cette politique d'ouverture et de libéralisation de l'économie eut un résultat très positif. Le PIB chinois a connu en dix ans une forte croissance. Il est ainsi passé de 367,9 milliards de dollars en 1985 à 581,1 milliards en 1993 et à 1 266 milliards de dollars en 2002. Le concept d'une « économie socialiste de marché pour les cent prochaines années » lancé en 1992 par Deng Xiaoping a permis à la Chine de maintenir le cap de la croissance en dépit des sanctions économiques subies à la suite du massacre de la place Tiananmen en 1989.

Cette évolution sans précédent a bouleversé la structure socio-économique du pays. Le revenu moyen des citoyens a triplé, tandis que celui des agriculteurs doublait en moyenne. Mais le progrès ne profite pas à tout le monde. En 1992, des révoltes ouvrières dues au chômage (2,9 p. 100 de la population active en 1995, d'après les chiffres officiels) ont ébranlé les beaux discours. Car il existe trois Chines. La Chine maritime, avec ses dix provinces et ses trois grandes municipalités autonomes (Shanghai, Pékin, Tianjin), assure 53 p. 100 de la production industrielle et agricole du pays alors qu'elle n'abrite qu'un tiers de la population. La Chine du Sud connaît aujourd'hui un développement rapide avec les zones économiques spéciales du Guangdong et du Fujian, des ports très actifs comme Shantou ou Canton et, bien sûr, Hong Kong. La Chine de l'Ouest et de l'intérieur, qui représente 70 p. 100 du territoire pour seulement 28 p. 100 de la population, ne fournit que 17 p. 100 de la production économique. Un habitant du Guizhou gagne aujourd'hui dix fois moins qu'un résident de Shanghai.

Malgré cette croissance vertigineuse, la Chine demeure un pays essentiellement rural et pauvre, comme l'atteste le PIB par habitant (1090 dollars en 2004 soit le 100^{ème} rang mondial), accusant un important retard économique.

En 2002, la croissance de la Chine a été de 9.2% et conserve ce rythme aujourd'hui. En 2004, la Chine a importé pour 500 milliards de dollars (1000 milliards de dollars prévus en 2010) mais enregistre un excédent d'exportation de 124 milliards vis-à-vis des Etats-Unis, ce qui complique singulièrement les relations entre les deux pays. 7^{ème} puissance économique du monde en 2004 avec 4.5 % du PIB mondial et 7% de la production industrielle mondiale (25% prévus en 2025) la Chine attire des investissements étrangers extrêmement importants : 60 milliards de dollars en 2004.

⁵ Référence Goldman Sachs janvier 2005

Néanmoins, le point faible de l'économie chinoise est incontestablement son besoin en matières premières et particulièrement en pétrole. En 2003, la Chine était à l'origine de 40% de la croissance de la demande mondiale en pétrole et de 25% de celle de l'acier.

2.1.3. Au niveau militaire

En dépit de forces numériquement importantes, la Chine ne dispose pas de capacité de manœuvre significative mais seulement d'une capacité d'intimidation.

Avec 2 millions d'hommes et 1,2 million de réservistes en 2002, l'Armée populaire de libération (APL) est numériquement la première armée du monde. La marine compte 250 000 hommes et 972 bâtiments de toutes tailles, dont 50 sous-marins. L'armée de l'air représente 400 000 hommes et 4 970 chasseurs. L'armée de terre comprend 2 millions d'hommes, 14 500 pièces d'artillerie et près de 8 000 chars de combat. Pourtant, une faible partie de ces matériels est moderne et les capacités de projection sont extrêmement réduites. Les capacités de manœuvre d'ensemble sont également très limitées. La Chine ne possède pas aujourd'hui la capacité d'envahir Taiwan par un débarquement. En revanche, la Chine dispose de capacités réelles dans quelques domaines de pointe comme les missiles à courte portée⁶ qui lui permettent de faire des manœuvres d'intimidation et de chantage, particulièrement à l'égard de Taiwan.

Point fort, la Chine possède l'arme nucléaire mais la destine officiellement à un usage purement défensif. Ainsi, si l'on se réfère au livre blanc publiée par les autorités chinoises et intitulé La défense nationale de la Chine en l'an 2000, on constate que la politique de défense de la Chine est défensive (« La Chine adopte une politique de défense nationale à caractère défensif ») qu'elle a vocation à le rester (« La Chine modernise sa défense purement pour son autodéfense ») qu'elle inscrit l'arme nucléaire exclusivement dans une logique de dissuasion (« La Chine dispose d'une petite quantité d'armes nucléaires, pour son autodéfense. Elle s'engage à ne pas être la première à utiliser l'arme nucléaire, à ne pas l'utiliser, ou menacer de l'utiliser contre les pays qui ne détiennent pas d'armes nucléaires ») et surtout qu'elle désire assurer sa sécurité par ses seuls moyens (« Elle ne

⁶ STOKES Mark, *China's Strategic Modernization* : Implications for the United States, Strategic Studies Institute, septembre 1999.

contracte d'alliance avec aucun pays ou aucun groupe d'Etats, ni ne participe à aucun bloc militaire »)

Néanmoins, si, historiquement, la Chine n'a pas eu de tradition impériale hors de son centre d'intérêt proche, le soutien direct du gouvernement communiste chinois aux régimes communistes voisins (guerres de Corée et du Vietnam) ne permet pas d'affirmer que la Chine ne peut être une puissance militaire agressive.

2.2. Evolution politique possible de la Chine

2.2.1. Influence du nationalisme chinois

Profondément enraciné dans l'histoire, le nationalisme chinois considère que la Chine occupe une place centrale dans les affaires mondiales. Le mot chinois pour désigner la Chine – Chung-kuo, ou pays du milieu – montre que les Chinois se considéraient comme occupant une place centrale dans les affaires mondiales. Ce terme implique l'idée d'une hiérarchie, d'une succession de cercles concentriques à travers lesquels s'exerce l'influence de la Chine qui, située au centre, attend des autres qu'ils lui témoignent du respect.

Cette tradition nationaliste peut influencer la politique extérieure de la Chine en favorisant une aspiration à la recherche de la suprématie régionale.

2.2.2. Les futurs possibles de la Chine

En terme de politique intérieure, l'avenir de la Chine peut soulever des questions dans la mesure où l'accroissement des disparités sociales et régionales liée à l'essor économique du pays pourrait affecter sa stabilité interne voire poser le problème de la détention du pouvoir par le seul parti communiste.

A ce titre le général Henri EYRAUD propose quatre scénarios d'évolution possible pour la Chine dans les vingt ans à venir.⁷

« L'évolution probable de la Chine, pendant les vingt années qui suivront 2002-2003, sera, à mon sens, encadrée par quatre scénarios limites. Elle pourrait intégrer, dans des proportions difficiles à annoncer, des éléments de ces quatre scénarios :

- **Le scénario de la continuité** : ce serait la réussite des projets actuels, une croissance économique soutenue et assez régulière, toujours accompagnée de la rigidité politique. Ce serait, en somme, le pouvoir absolu du parti unique, plus l'économie mondialisée, aboutissant à la prospérité et à la puissance de la Chine.

- **L'enlèvement du système** : dans ce schéma, le monopole de pouvoir du parti serait maintenu coûte que coûte, alors que les problèmes de population, d'emploi, de corruption, de disparités sociale et régionale, de criminalité et de révoltes diverses seraient de moins en moins maîtrisés. Une situation de ce type pourrait se perpétuer pendant plusieurs années, tout en annonçant la fin du régime.

- **Une division de la Chine** : un affaiblissement de la mainmise économique et fiscale du centre ferait réapparaître l'égoïsme des provinces riches. Les provinces côtières ne pousseront-elles pas un jour à une plus grande autonomie dans ce domaine ? Dans un scénario plus dramatique, un éclatement de la Chine pourrait succéder à des échecs multiples et des conflits sociaux graves, à partir du moment où une division au sommet apparaîtrait dans la direction du parti et le commandement de l'Armée.

- **L'autoréforme graduelle du parti** : dans une situation économique et sociale plus satisfaisante, le parti chercherait à s'appuyer sur la classe bénéficiaire de la modernisation. La direction du parti déclencherait à un certain moment un processus d'autoréforme politique graduelle, visant prudemment à créer des soupapes de sûreté et à obtenir l'adhésion active de la couche avancée de la société.

Ces quatre scénarios d'encadrement sont, il y a peu de doute, dans la tête des dirigeants chinois, que ce soit pour les écarter, les réaliser, ou les considérer comme des dangers. Ils ont existé, ils existent en germes dans la réalité chinoise de ces derniers temps, dans la situation actuelle et dans les chances ou les risques du futur.»

Il est aujourd'hui primordial pour la Chine d'éviter toute crise politique qui pourrait remettre en cause sa croissance économique. « La Chine passera un jour ou l'autre au

⁷ Général EYRAUD Henri, *Chine : La réforme autoritaire. Jiang Zemin et Zhu Rongji*, Paris ; Bleu de Chine, 2001, p230.

multipartisme et à la démocratie de type occidental. Pour l'économie, il est crucial que cette transition s'effectue dans le calme, sans heurts sociaux. »⁸

2.2.3. Les raisons de l'opposition de la Chine par rapport aux Etats-Unis

- **La lutte contre l'hégémonie américaine** : La Chine considère que les Etats-Unis exercent une hégémonie sur le monde et que leur présence en Asie, qui repose sur le Japon, restreint l'influence chinoise. Ainsi, un responsable chinois au ministère des affaires étrangères a pu déclarer : « L'objectif stratégique des Etats-Unis est d'obtenir l'hégémonie sur le monde entier et ils ne sauraient tolérer l'apparition d'une grande puissance sur les continents européens et asiatiques, laquelle pourrait constituer une menace pour leur position de leader ».

Une fois de plus, si l'on se réfère au livre blanc publié par la Chine, La défense nationale de la Chine en l'an 2000, sa première partie intitulée « situation sur la sécurité » apparaît comme un véritable réquisitoire contre la politique internationale des Etats-Unis : « Le rapport entre les diverses forces internationales accuse un grave déséquilibre ; l'ancien ordre international, injuste et irraisonnable sur les plans politique et économique, n'a pas fondamentalement changé ; l'hégémonisme et la politique du plus fort existent encore et continuent à se développer dans les domaines politique, économique, et sécuritaire. Certaines grandes puissances préconisent le "néo-interventionnisme", la nouvelle "politique de canonnières" et le néo-colonialisme économique, ce qui porte gravement atteinte à la souveraineté indépendante et aux intérêts de développement de nombreux pays, et menace par là la paix mondiale et la sécurité internationale. (...) Sous prétexte d'humanisme et de droits de l'homme, certains pays ont violé ouvertement la Charte des Nations unies et les critères reconnus régissant les affaires internationales, tout en recourant à la force ou lançant des menaces militaires ; c'est le cas de l'attaque armée de la Yougoslavie, déclenchée par l'OTAN qui a contourné le Conseil de sécurité de l'ONU (...) Une série d'actes négatifs ont eu lieu dans le domaine du contrôle des armements et du désarmement, notamment dans un certain pays qui poursuit ses recherches sur le système antibalistique national et le système de défense antimissile de théâtre et tente de les mettre

⁸ Zhang Xukun , professeur d'économie à l'université de Hangzhou dans interview Libération du mardi 4 novembre 2003.

sur pied, ce qui a nui aux efforts de la communauté internationale dans la non-prolifération et dans la promotion du désarmement »

- **Taiwan** : La politique des Etats-Unis face à Taiwan est placée sous le signe de l'ambiguïté mais le soutien global des Etats-Unis à Taiwan particulièrement en matière de défense est un sujet de discordes important entre les Américains et les Chinois.

Dans le communiqué de Shanghai en 1972, Nixon s'est contenté de « reconnaître » et « ne pas contester » la position « de tous les Chinois de part et d'autre du détroit » : il n'y a qu'une « seule Chine » et Taiwan en fait partie. En revanche, en privé, Nixon a promis que les Etats-Unis ne soutiendraient pas l'indépendance de Taiwan. Quand, en 1978, le rétablissement des relations diplomatiques avec la Chine sous Carter implique la rupture de tous les liens entre les Etats-Unis et Taiwan, le Congrès s'oppose à cette politique. Celui-ci vote à une écrasante majorité en 1979 le Taiwan Relations Act qui engage à fournir à l'île tout ce dont elle aura besoin pour assurer sa défense armée, affirme que son avenir « sera déterminé par des moyens pacifiques et que tout effort pour le déterminer par d'autres moyens (...) sera considéré comme une menace pour la paix et la sécurité de la région Pacifique et une source de grave inquiétude pour les Etats-Unis ».

Le livre blanc, « La défense nationale de la Chine en l'an 2000 », stipule quant à lui très clairement « L'indépendance de Taiwan signifie la guerre ».

Face aux Etats-Unis protecteurs de Taiwan, la Chine n'a pas la puissance militaire lui permettant pour l'instant d'espérer imposer le rattachement de l'île par la force. C'est pourquoi son attitude se limite à l'intimidation, parfois poussée très loin comme au début 1996, et à des mesures de rétorsions politiques et économiques, en réaction à d'éventuelles ventes d'armement à Taiwan.

Le but de la Chine apparaît donc d'assurer la progression pacifique de son influence dans la région afin de « réduire la puissance régionale des Etats-Unis à un degré tel que l'Amérique affaiblie aurait alors besoin d'une Chine dominant la région pour alliée, voire d'une Chine mondialement puissante pour partenaire ».⁹ Pour cela, elle pourrait utiliser la peur d'un retour du militarisme japonais aux yeux des pays de la

⁹ BRZEZINSKI Zbigniew, *Le grand échiquier* : l'Amérique et le reste du monde, Paris ; Bayard Editions, 1997, p 325.

région afin de décrédibiliser l'alliance Etats-Unis Japon et pousser les Etats-Unis à considérer la Chine comme leur allié naturel du continent asiatique.

2.3. Comment les Etats-Unis considèrent la Chine

2.3.1. Les conséquences de la guerre froide

La fin de la guerre froide a entraîné une période de turbulences dans le domaine des relations internationales. La disparition de l'Union soviétique a partiellement délégitimé le capital de gestion de la menace dont étaient investis de nombreux stratèges spécialistes des questions de sécurité. La découverte concomitante d'une nouvelle menace, à savoir la menace chinoise, a marqué une réaffirmation de leur capacité de prospective. Autrement dit, en misant sur l'avènement de cette puissance chinoise, ces auteurs ont contribué à créer un espace au sein duquel leurs conceptions héritées de la guerre froide pouvaient se perpétuer.

Ces théories se sont ainsi répandues au sein de think tanks comme la fondation Héritage ou l'institut de l'entreprise américaine qui considèrent que la Chine est une menace importante pour les Etats-Unis. Ainsi, un grand nombre de stratèges désireux de reconquérir leur capital symbolique trouvent dans ces instituts les moyens de faire valoir leur prospective et un public tout prêt à la recevoir.

D'après ces approches, pas toujours parfaitement rationnelles, la Chine apparaît comme l'ennemi des Etats-Unis dans les 20 à 25 prochaines années, répondant ainsi à un « besoin » d'avoir un ennemi et offrant un concept favorable pour le complexe militaro-industriel américain.

2.3.2. L'approche institutionnelle : US-China economic and security review commission

Cette commission a été créée en 2000 pour mener des investigations sur les implications pour la sécurité nationale des relations commerciales et économiques entre les Etats-Unis et la Chine afin de présenter annuellement un rapport au Congrès.

Le rapport 2004 est assez alarmant : « Un certain nombres de tendances ont des implications négatives pour nos intérêts de sécurité économique et nationale à long terme, donc la politique des Etats-Unis a besoin de subir des corrections rapides et de faire l'objet d'une attention particulière ».

Ainsi, le président de la commission, Roger Robinson, indique que les relations sont devenues complexes et touchent à présent des secteurs essentiels de sécurité économique et nationale. Pour lui, la santé économique et la sécurité sont menacées face à un fort accroissement de la politique, de l'économie et des forces militaires chinoises.

Le président pense qu'avec la mise en place d'une relation avec la Chine, mieux coordonnée et mieux contrôlée, accompagnée de l'utilisation ferme et significative de la puissance économique et politique américaine, les Etats-Unis peuvent encore amener les relations américano-chinoise dans une direction favorable. Si l'économie de la Chine se développe pendant les 25 années à venir au même rythme qu'elle s'est développée que pendant les 25 dernières années, la Chine disposera d'une économie capable de produire un budget militaire qui sera 2 fois supérieur au budget de la défense américaine actuelle. **Et le président de conclure « nous avons une chance durant les 25 années à venir d'influencer le futur en créant un environnement et les conditions dans lesquels la Chine puisse devenir :**

- **soit un partenaire commercial et un allié démocratique des EU,**
- **soit un rival militaire des EU.**

La perception américaine de la menace chinoise s'effectue dans trois domaines : économique, géostratégique et militaire.

- Le commerce américano-chinois et les transferts économiques :

Les échanges commerciaux entre les Etats-Unis et la Chine ont atteint la somme de 180 milliards de \$ en 2003. Mais la balance commerciale est très défavorable aux Etats-Unis, puisqu'ils ont importé pour 150 milliards de dollars et exporté seulement 30 milliards de dollars, soit un rapport de 1 contre 5.

Ce qui inquiète également les Etats-Unis, c'est qu'il s'agit aussi bien de produits de consommation courant que de haute technologie. Et dans le même temps, les sociétés américaines continuent à investir fortement en Chine, parfois dans des opérations peu transparentes.

Résultats :

- le déficit commercial avec la Chine contribue à l'érosion de la production américaine et l'augmentation du chômage aux Etats-Unis. Il s'agit donc d'un fait menaçant la sécurité économique et nationale ;
- bien que la Chine ait fait des efforts dans le cadre de son accession à l'OMC, la manipulation de sa devise, les subventions accordées aux sociétés d'Etat, le régime fiscal discriminatoire entre autres ne sont pas conformes à ses engagements initiaux ;
- sans information précise concernant les marchés financiers chinois, les investisseurs américains peuvent inconsciemment investir dans des sociétés non fiables, voire dont les activités peuvent menacer la sécurité des Etats-Unis.

- Les développements régionaux et l'aspect géostratégique :

Le constat américain est le suivant : la Chine devaient une puissance régionale et a un rôle central à jouer dans la sécurité globale et dans la prolifération des armes de destruction massive et des missiles balistiques et particulièrement dans le dossier de la Corée du Nord. Néanmoins, ses efforts diplomatiques avec ses voisins contrastent avec la ligne dure concernant Taiwan et de Hong-Kong. De plus, l'accroissement de sa dépendance énergétique la conduit à mener une politique qui peut nuire aux intérêts d'approvisionnement et de sécurité des Etats-Unis.

Résultats :

- la Chine a entrepris une offensive diplomatique en Asie pour rassurer ses voisins de ses intentions à long terme, ceci afin de créer un environnement favorable au développement de son économie et au renforcement de ses capacités militaires
- la position chinoise peut remettre en question l'autonomie de Hong-Kong et le règlement à l'amiable du conflit taïwanais ;
- bien que les Etats-Unis aient fait confiance à la Chine pour inciter la Corée du Nord à renoncer à son programme d'armes nucléaires, la Commission pense que la Chine n'a pas usé suffisamment de son influence ;
- les besoins énergétiques croissants conduisent la Chine à conclure des accords bilatéraux qui minent les efforts de stabilisation des approvisionnements et cours du pétrole.

- La technologie et la recherche militaires :

Les développements technologiques chinois ainsi que la modernisation de son armée sont rapides. Ces changements influencent les échanges commerciaux et l'équilibre régional.

Résultats :

- les progrès en fabrication de pointe et en recherche et développement défient directement la compétitivité des Etats-Unis, ce qui concerne directement la sécurité des Etats-Unis ;
- l'équilibre militaire régional est gravement menacé du fait de l'évolution quantitative et qualitative de l'armée chinoise.

Néanmoins, le constat plutôt alarmiste dressé par la commission dans son rapport 2004 est à recadrer dans le cadre d'une approche purement américaine pour laquelle l'affirmation de la puissance chinoise n'est pas qu'une évolution géostratégique, pouvant présenter certains risques au niveau énergétique par exemple, mais est une menace directe au maintien de la domination américaine sur l'échiquier mondial.

III. LA PLACE DE L'EUROPE DANS LA RELATION CHINE / ETATS-UNIS : CONSTAT ET PROPOSITIONS

Si comme les Etats-Unis, l'Europe a une balance commerciale fortement déficitaire face à la Chine (63 milliards de dollars en 2003) la comparaison doit s'arrêter là car le niveau des relations entre l'Union Européenne et la Chine est largement secondaire par rapport à celles que cette dernière entretient avec les Etats-Unis.

3.1. Difficulté pour l'Europe de se positionner comme partenaire officiel de la Chine

3.1.1. Développement de la relation Union Européenne / Chine

La nécessité d'une stratégie chinoise d'ensemble paraît aller de soit pour l'Union Européenne. A ce titre, la commission européenne écrivait en 1998 que « l'émergence de la Chine comme une puissance mondiale de plus en plus sûre d'elle revêt une signification historique immense (...) La Chine est devenue un partenaire majeur dans un monde que rapprochent de plus en plus les forces de la mondialisation ».

Pourtant, l'émergence d'une politique européenne digne de ce nom est récente : on peut la faire remonter à 1995 avec la première communication de la Commission sur la Chine¹⁰. Cette communication faisait suite à une précédente, consacrée à l'ensemble de l'Asie en 1994¹¹. La Communauté, puis l'Union, n'avaient pas attendu aussi longtemps pour se préoccuper de ce pays. Mais l'approche européenne était au départ à dominante commerciale – ce qui était logique, la politique commerciale étant devenue une compétence communautaire avant l'apparition de la politique étrangère et de sécurité commune. Les relations politiques entre l'Europe et la République populaire de Chine, après avoir été dominées par la guerre froide jusqu'à la fin des années 1980, avaient subi un recul important après les événements de Tienanmen. 1995 marque donc bien une « redécouverte » de la Chine par l'Europe après des décennies d'ignorance mutuelle relative, ponctuées de périodes de crise. Cette première communication de la Commission européenne sur la Chine a produit un effet important en Chine même, persuadant les dirigeants et les experts que l'Union s'était désormais dotée d'une vision stratégique et

¹⁰ « Communication pour une politique à long terme entre la Chine et l'Europe », 5 juillet 1995.

¹¹ « Vers une nouvelle stratégie asiatique », 1994.

d'une politique à long terme vis-à-vis de leur pays. Néanmoins, les relations euro-chinoises ont dû surmonter des handicaps importants, comme des politiques nationales longtemps peu convergentes au sein de l'Union et une certaine réticence chinoise à traiter avec celle-ci en tant que telle.

3.1.2. Des politiques nationales conservant leur spécificité

Si l'ensemble des états de l'Union Européenne partagent le désir de voir la Chine mieux s'intégrer dans la communauté internationale par le biais de réformes politiques et économiques, en respectant mieux les droits de l'homme et tout en ouvrant son marché, chaque état a des liens historiques particuliers avec la Chine, une sensibilité propre en ce qui concerne les droits de l'homme et des intérêts nationaux souvent prioritaires sur les intérêts de l'Union.

Ainsi, le Royaume-Uni et le Portugal ont été des puissances coloniales en Chine à travers Hong-Kong et Macao, le Royaume-Uni et la France ont une longue histoire d'influence et de pénétration en Chine. Les humiliations infligées à la Chine par l'Occident particulièrement au 19^{ème} siècle (guerre de l'opium avec les Britanniques) ont souvent été instrumentalisées par le pouvoir chinois. La France a également entretenu des relations compliquées avec la Chine pendant la guerre d'Indochine.

La sensibilité politique au problème des droits de l'homme varie également entre les différents pays européens avec des opinions publiques en Europe du nord particulièrement sensibles à la question des droits de l'homme en Chine et du Tibet, et les pays d'Europe du sud où les considérations commerciales l'emportent plus facilement. De même, en Allemagne, priorité est donnée à l'intérêt commercial. A ce titre, il faut noter que l'Allemagne, avec la France, a été à l'origine de la proposition de lever l'embargo sur les ventes d'armement à la Chine décrété par l'Union européenne suite à l'épisode de Tiananmen en 1989. Cette proposition n'a pas été retenue lors du sommet européen de La Haye le 8 décembre 2004 mais l'Union européenne a néanmoins déclaré souhaiter parvenir à cette levée de l'embargo. En ce qui concerne la France, les relations avec la Chine sont actuellement placées dans le cadre de la doctrine du dialogue constructif avec Pékin défini par Jacques Chirac en 1996.

On peut noter que ces différences de sensibilité tendent à s'estomper à mesure que le souvenir des événements de 1989 s'éloigne. Tous les gouvernements européens se sont

ralliés en 1998 à l'approche constructive prônée par la France, l'Allemagne et plusieurs autres États membres ; cette politique, à défaut d'être vraiment acceptée, est de moins en moins contestée par les opinions, même en Europe du Nord où le développement des liens commerciaux invite au pragmatisme.

De même, les intérêts diplomatiques et stratégiques des états membres de l'Union européenne varient également d'un pays à l'autre. La France et le Royaume-Uni, membres permanents du Conseil de sécurité, ont un intérêt objectif à soigner leurs relations avec la Chine afin de bénéficier de la coopération de celle-ci aux Nations Unies. De même, seuls ces deux pays, avec l'Allemagne, affichent clairement une politique mondiale qui les conduit à prendre des positions nettes sur les dossiers asiatiques.

Enfin, les pays européens ont des intérêts commerciaux fréquemment concurrents. La recherche de la signature de grands contrats conduit fatalement les gouvernements respectifs à multiplier les démarches en faveur de leurs entreprises. Cette concurrence commerciale intra-européenne complique, dans une certaine mesure, l'action de l'Union européenne et peut donner aux autorités chinoises la tentation d'opposer les États membres entre eux pour faire prévaloir ses intérêts.

3.1.3. La réticence de la Chine à traiter avec l'Union Européenne

Des relations officielles ont été établies entre la Communauté économique européenne et la Chine en 1975. Un accord de commerce et de coopération a été conclu en 1985. La Chine a adopté, dans les années 1980, une position favorable à la construction européenne. « La coopération entre une Chine autonome et une Europe qui s'autodétermine est importante pour la paix et le développement dans le monde », déclarait Zhao Ziyang en 1984.

Cette position favorable à l'intégration européenne, justifiée à l'origine par la théorie des trois mondes et aujourd'hui par la quête d'un mode multipolaire, est demeurée constante. Le vice-président Hu Jintao affirme pour sa part que, « dans la réalisation de la paix et du développement au XXI^e siècle, l'Europe peut et doit jouer un rôle important. (...) L'Union européenne (est) le regroupement régional le plus grand et ayant atteint un degré d'intégration plus élevé que tout autre (...) occupant ainsi une place croissante sur la scène internationale. **N'ayant aucun conflit d'intérêts direct entre elles, la Chine et l'Europe**

partagent de larges intérêts communs¹². Seule la participation des principaux pays européens aux frappes de l'OTAN contre la Serbie ont déçu les dirigeants chinois qui ont alors considéré que l'Europe révélait sa dépendance par rapport aux Etats-Unis. Néanmoins, l'Europe bénéficie aujourd'hui en Chine d'une image très favorable auprès des élites.

Pourtant, Les autorités chinoises n'ignorent rien des divergences de perceptions et d'intérêts entre les États membres. A ce titre, la Chine n'hésite pas à s'adresser directement aux états membres pour réagir aux restrictions commerciales communautaires. Sur les questions politiques, les Chinois continuent de privilégier les relations avec les États, les opposant au besoin entre eux : le Danemark et les Pays-Bas en ont fait l'expérience en 1997 après avoir déposé un projet de résolution « anti-chinois » à la Commission des droits de l'homme de l'ONU. La Chine se félicite des avancées de la PESC lorsque celles-ci sont à son avantage, mais n'hésite pas à mettre les États membres en cause lorsqu'une prise de position communautaire ne lui convient pas.

L'importance des relations bilatérales entre les pays européens et la Chine explique la difficulté de l'Union Européenne à renforcer ses relations propres avec les dirigeants chinois. Ce déséquilibre s'inscrit logiquement dans les difficultés rencontrées par la PESD pour s'affirmer, particulièrement quand les pays membres se retrouvent concurrents sur le plan économique. Ainsi, l'ambassadeur de France à Pékin a-t-il pu déclarer : « Les autres grands pays, comme les Etats-Unis et d'autres grands pays d'Europe, maintiennent aussi de bonnes relations avec la Chine. Mais, je tiens à souligner que les relations franco-chinoises présentent certaines caractéristiques différentes par rapport aux relations entre d'autres grands pays. D'abord, les dirigeants des deux pays accordent une haute importance au développement des relations bilatérales. Le président français Jacques Chirac éprouve une vive ardeur pour le développement de la coopération franco-chinoise »¹³.

3.2. Une place de l'Europe liée à la fluctuation des relations sino-américaines

¹² Conférence à l'Institut français des relations internationales, Paris, 5 novembre 2001.

¹³ Interview de l'ambassadeur de France à Pékin par le « Quotidien du peuple » le 12 janvier 2004.

Le développement des relations entre l'Europe et la Chine ne peut cependant se comprendre indépendamment du contexte international, et particulièrement de la relation sino-américaine. Les États-Unis sont le partenaire primordial de la Chine, mais cette relation connaît des turbulences fréquentes. **C'est largement pour trouver un contrepoids à la puissance américaine que la Chine a cherché à développer ses liens avec l'Europe, sans pour autant cesser d'accorder la priorité à ses liens avec les États-Unis.** Les autorités chinoises affirment qu'un tel calcul n'a plus cours aujourd'hui, et que le partenariat avec l'Europe est recherché pour ses mérites propres. De fait, un début de rééquilibrage est perceptible. Il est cependant improbable que le « réflexe américain », bien enraciné, appartienne entièrement au passé.

3.2.1. Une importance secondaire par rapport aux Etats-Unis

Entre l'Europe et les Etats-Unis, en effet, les choses ne sont pas égales pour la Chine. Si tous deux sont désormais des partenaires économiques de taille comparable, les Etats-Unis pèsent plus lourd, aux yeux de la Chine, en termes politiques et, plus encore, en termes militaires. **Par leur déploiement militaire en Asie orientale et, depuis 2001, en Asie centrale, les forces américaines sont au coeur des calculs de sécurité de la Chine.** Cette puissance militaire peut avoir des effets positifs pour elle, car la Chine a besoin de stabilité pour son développement économique (« la paix et le développement sont la tendance de l'époque », pour reprendre la formule consacrée de Deng Xiaoping). Mais la puissance américaine inquiète également la Chine, d'autant plus que les Etats-Unis ont pris officiellement, depuis 1979, l'engagement de veiller sur la sécurité de Taiwan.

3.2.2. Une relation en développement dans le cadre du processus d'intégration européenne

Il est logique que l'Europe et la Chine, « deux forces montantes », se prêtent mutuellement une attention accrue. La Chine se félicite officiellement des progrès de la politique étrangère et de sécurité commune. Elle manifeste aujourd'hui un vif intérêt pour la politique européenne de sécurité et de défense (PESD) et la création d'une force européenne de réaction rapide, avec l'espoir vraisemblable de voir l'OTAN s'affaiblir et les Européens s'émanciper de la tutelle américaine.

3.2.3. Une relation de contrepoids par rapport aux Etats-Unis

En réalité, les raisons du soutien chinois à l'intégration européenne ont changé avec le temps : dans les années 1970 et 1980, Pékin recherchait avant tout un contrepoids à la puissance soviétique. À la fin des années 1980, la réconciliation sino-soviétique étant en bonne voie, la Chine a commencé à rechercher en Europe un contrepoids aux États-Unis. Sur le plan doctrinal, cette politique est présentée comme concourant à la formation d'un monde multipolaire, objectif affiché tant par les Européens que par les Chinois. Mais les choses sont en pratique plus complexes : les relations sino-américaines ont été marquées depuis dix ans par une succession de crises et de réconciliations. Dans les périodes de tension, la Chine a eu tendance à privilégier relativement l'Union européenne ; dans les périodes fastes de sa relation avec Washington, au contraire, elle a pu donner l'impression de donner la préférence aux États-Unis, voire d'ambitionner secrètement une nouvelle bipolarité avec ceux-ci. Elle a joué à maintes reprises de la concurrence, politique et commerciale, entre Bruxelles et Washington, n'hésitant pas à l'attiser au besoin en faisant miroiter des avantages commerciaux aux uns et aux autres. L'accélération du rapprochement russo-américain depuis le 11 septembre 2001 conduit Pékin à s'interroger sur les positions futures de Moscou ; certains experts chinois redoutent que le partenariat stratégique sino-russe s'affaiblisse si la Russie devait effectivement rejoindre l'OTAN sous une forme ou sous une autre, et s'accommoder du projet américain de défense antimissile. Dans cette hypothèse, la Chine serait logiquement conduite à développer encore davantage ses relations avec l'Europe occidentale, afin d'équilibrer autant que faire se peut une influence américaine qui trouverait de moins en moins de contrepoids.

3.3. Propositions pour une affirmation de l'Europe dans la relation Etats-Unis / Chine

3.3.1. Un rapprochement de circonstance avec une Chine puissance régionale

Tout comme la Chine, l'Europe peut apparaître comme une puissance concurrente émergente pour les Etats-Unis. Conformément à la thèse défendue par Brzezinski dans « Le grand échiquier », la préservation de la domination américaine actuelle impose d'éviter, voire de contrôler, le développement de puissances concurrentes au niveau économique, militaire et au final stratégique. Evidemment, contrairement à la Chine,

l'Europe n'inspire aucune crainte pour la sécurité des Etats-Unis mais les deux entités ont en commun de subir parfois la domination américaine et de voir leur affirmation sur la scène internationale compliquée par l'action des Etats-Unis.

L'Europe gagnerait donc à opérer un rapprochement avec la Chine, en dépassant ses intérêts nationaux qui fragilisent la relation avec une multiplication de relations bilatérales initiées par les pays membres. Ce faisant, l'Europe affirmerait sa position dans la relation Etats-Unis / Chine en se posant non pas comme un concurrent des Etats-Unis proposant une alternative stratégique à la Chine mais comme une entité partageant avec Pékin une aspiration légitime à s'affirmer sur la scène internationale.

3.3.2. Un rôle politique à jouer si la Chine affiche des ambitions mondiales

Compte tenu de l'implication relativement modeste de l'Europe en Asie du sud-est, son rôle politique devrait rester principalement limité à l'aspect des droits de l'homme tant que la Chine se limite à la recherche de la suprématie régionale. En effet, l'Europe n'a pas de base à préserver en Asie comme les Etats-Unis et elle n'y a pas les assises politiques qu'ont les Etats-Unis. En revanche, si la Chine souhaitait s'affirmer comme puissance mondiale, l'Europe serait directement concernée par la relation Etats-Unis / Chine car on serait alors dans la logique d'un monde multipolaire.

Cette évolution est vraisemblable. On estime en effet qu'à l'horizon 2030, le renforcement attendu du caractère multipolaire des relations internationales – avec la montée en puissance de la Chine et de l'Inde ainsi que l'affirmation croissante sur la scène internationale de l'Union Européenne – pourrait se traduire par de nouvelles confrontations stratégiques.

Hors, « il n'existe pas de conflit d'intérêts fondamentaux entre la Chine et l'Europe, et aucune des deux Parties ne menace l'autre »¹⁴. Ainsi, **l'Europe bénéficie d'une grande liberté de manœuvre pour jouer un rôle actif dans la relation Etats-Unis / Chine lui permettant de s'imposer comme interlocuteur obligé dans le cadre d'un monde multipolaire. Néanmoins, cela ne sera possible que si l'Europe réussit d'ici là à consolider son unité politique.**

¹⁴ Document publié par le gouvernement chinois le 13 octobre 2003 sur sa politique vis-à-vis de l'Union Européenne.

3.3.3. Un rôle modérateur en cas de détérioration des relations Etats-Unis / Chine

L'Europe pourrait jouer un rôle modérateur dans l'opposition entre les Etats-Unis et la Chine qui pourrait découler des ambitions mondiales chinoises.

Ces risques d'affrontements paraissent d'autant plus grands que Washington a renforcé depuis la fin de la Guerre Froide ses liens avec les pays d'Asie du Sud et de l'Est pour des raisons à la fois économiques et stratégiques. Les risques d'aventurisme chinois sont loin d'être nuls, comme exutoire à des difficultés internes ou en réaction à une déclaration d'indépendance de Taiwan. Ainsi, certains scénarios des stratèges américains évoquent une alliance de revers entre la Chine et des pays du monde musulman (Pakistan ou Iran par exemple).

Des tensions graves pourraient survenir, par exemple en Asie centrale ou sur la question taiwanaise. De même, des conflits d'intérêts sont probables, plus particulièrement dans les domaines de l'accès aux ressources énergétiques et de l'influence exercée en Asie. Néanmoins, les deux pays devenant de plus en plus interdépendants, si la possibilité d'une exacerbation des tensions qui conduirait à une confrontation armée massive paraît assez peu probable, l'Europe a indubitablement un rôle actif à jouer dans la résolution de ces crises potentielles.

3.3.4. Une priorité à conserver au lien transatlantique

Aujourd'hui allié privilégié des Etats-Unis, l'Europe aurait beaucoup à perdre dans le cadre de l'émergence d'une alliance Etats-Unis / Chine.

bénéfice de l'Asie. L'affirmation politique de l'Europe doit donc se faire en maintenant le lien transatlantique : mieux vaut rester ancré à la puissance dominante. Hors, le risque est grand de voir le rapprochement sino-américain se faire compte tenu des enjeux économiques, même si la dépendance énergétique de la Chine paraît devoir déséquilibrer d'emblée cette relation.

Il est donc important que l'Europe développe, dans le respect du lien transatlantique, ses propres liens avec la Chine en dépassant les intérêts particuliers des Etats membres.

CONCLUSION

L'affirmation de la puissance chinoise dans les prochaines décennies apparaît comme une évolution inéluctable. Les différents scénarios prévoyant un éclatement de la Chine ou de graves troubles politiques à l'intérieur du pays semblent peu probables dans l'état actuel des choses. La seule véritable incertitude réside dans le rôle que la Chine aspire à jouer à long terme sur la scène mondiale, sachant qu'elle souhaite et qu'elle a tout intérêt actuellement à développer son économie dans un environnement international stable et à poursuivre son imbrication économique avec les Etats-Unis.

Les relations Etats-Unis / Chine ne sont, quant à elles, pas toujours rationnelles et sont compliquées par l'importance des enjeux économiques et financiers, le déséquilibre commercial au détriment des Etats-Unis et le financement du déficit du budget américain par les Chinois.

Le développement de la puissance chinoise, au même titre que l'affirmation de l'Inde comme grande puissance à venir, peut être considérée comme l'annonce d'une multipolarité dans les relations internationales, multipolarité souhaitée par certains pays européens, dont la France. Dans un monde multipolaire, il serait certainement plus facile pour l'Europe de s'affirmer comme puissance politique. Le développement de la Chine peut donc être une chance pour l'Europe.

Le danger existe néanmoins pour l'Europe d'être délaissée par les Américains au profit d'une relation plus étroite avec la Chine, dictée par le réalisme économique et stratégique. D'où l'importance du lien transatlantique qu'il s'agit de préserver tout en nouant des relations privilégiées avec la Chine. Il s'agit donc paradoxalement, dans le cadre de l'émergence d'un monde multipolaire, de faire effort sur le lien transatlantique, ce qui est une vision britannique plutôt que française de l'Europe.

L'Europe est ainsi condamnée à affirmer son unité politique pour ne pas être écartée de la scène internationale des prochaines décennies qui verra l'affirmation de nouveaux et puissants acteurs.

BIBLIOGRAPHIE

OUVRAGES :

- BRZEZINSKI Zbigniew, *Le grand échiquier : l'Amérique et le reste du monde*, Paris ; Bayard Editions, 1997.
- MELANDRI Pierre, VAÏSSE Justin, *L'empire du milieu : les Etats-Unis et le monde depuis la fin de la guerre froide*, Paris ; Odile Jacob, 2001.
- DAVID Charles-Philippe, BALTHAZAR Louis, VAÏSSE Justin, *La politique étrangère des Etats-Unis : Fondements, acteurs, formulation*, Paris, Presses de Sciences Po, 2003.
- ARTUR Dominique, CHARIGLIONE Georges, ZAMBUCO Antonio, *La Chine en 2020 : quelles perspectives pour l'Europe de la Défense*, Chateaufort Val de Burgis, Collection des Chercheurs Militaires, Les Editions des Riaux, 2004.
- BERNSTEIN Richard, MUNRO Ross, *Chine-Etats-Unis : Danger : la guerre de Chine aura-t-elle lieu ?*, Paris, Bleu de Chine, 1998.
- Général EYRAUD Henri, *Chine : La réforme autoritaire. Jiang Zemin et Zhu Rongji*, Paris ; Bleu de Chine, 2001.

RAPPORTS :

- *China's National Defense in 2004*, livre blanc publié par le Chinese State Council Information Office, 27 décembre 2004.
- Rapport 2004 de l'US-China economic and security review commission.

ARTICLES :

- DEJEAN de la BATIE Hervé, *L'Union Européenne vue de Chine : un partenaire majeur ?*, IFRI, décembre 2003.
- KLARE Michael, *La nouvelle stratégie militaire des Etats-Unis*, Le Monde diplomatique, novembre 1997.
- LE BOUCHER Eric, *Haro sur la Chine*, Le Monde, octobre 2003.
- *Le rapport de la CIA qui agace Bruxelles*, Le Figaro, janvier 2005.

INTERVIEWS :

- CAMPBELL Kurt, vice-ministre adjoint de la défense américain chargé des questions liées à l'Asie et au Pacifique, 1998.
- Interview de l'ambassadeur de France à Pékin par le « Quotidien du peuple » le 12 janvier 2004.

TABLE DES MATIERES

I. POSITION GEOSTRATEGIQUE DES ETATS-UNIS PAR RAPPORT A LA CHINE:	5
1.1. La volonté de s'opposer à l'émergence de toute puissance concurrente	5
1.2. Une forte implication américaine en Asie du sud-est	6
1.2.1. Un intérêt ancien pour la zone Asie-Pacifique	6
1.2.2. Les problèmes potentiels de stabilité de l'Asie du sud-est	6
1.2.3. Un intérêt actuellement très marqué pour la région	7
1.3. Des rapports avec la Chine soumis aux intérêts économiques	8
1.3.1. Des relations initialement motivées par l'opposition entre les Etats-Unis et l'URSS	8
1.3.2. L'administration CLINTON : la politique de la main tendue	9
1.3.3. L'administration BUSH : un phénomène d'oscillations	10
II. LA CHINE : FUTURE RIVALE, VOIRE ENNEMIE DES ETATS-UNIS ?	12
2.1. Poids et objectif affiché de la Chine	12
2.1.1. Au niveau démographique	12
2.1.2. Au niveau économique	12
2.1.3. Au niveau militaire	14
2.2. Evolution politique possible de la Chine	15
2.2.1. Influence du nationalisme chinois	15
2.2.2. Les futurs possibles de la Chine	15
2.2.3. Les raisons de l'opposition de la Chine par rapport aux Etats-Unis	17
2.3. Comment les Etats-Unis considèrent la Chine	19
2.3.1. Les conséquences de la guerre froide	19
2.3.2. L'approche institutionnelle : US-China economic and security review commission	19
III. LA PLACE DE L'EUROPE DANS LA RELATION CHINE / ETATS-UNIS : CONSTAT ET PROPOSITIONS	23
3.1. Difficulté pour l'Europe de se positionner comme partenaire officiel de la Chine	23
3.1.1. Développement de la relation Union Européenne / Chine	23
3.1.2. Des politiques nationales conservant leur spécificité	24
3.1.3. La réticence de la Chine à traiter avec l'Union Européenne	25
3.2. Une place de l'Europe liée à la fluctuation des relations sino-américaines	26
3.2.1. Une importance secondaire par rapport aux Etats-Unis	27
3.2.2. Une relation en développement dans le cadre du processus d'intégration européenne	27
3.2.3. Une relation de contrepoids par rapport aux Etats-Unis	28
3.3. Propositions pour une affirmation de l'Europe dans la relation Etats-Unis / Chine	28
3.3.1. Un rapprochement de circonstance avec une Chine puissance régionale	28
3.3.2. Un rôle politique à jouer si la Chine affiche des ambitions mondiales	29
3.3.3. Un rôle modérateur en cas de détérioration des relations Etats-Unis / Chine	30
3.3.4. Une priorité à conserver au lien transatlantique	30